

# Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire à l'ordre de SARO  
ou chèque postal à l'ordre du  
« Prolétaire »

Abonnements :  
1 an : 50 F; 6 mois : 25 F  
pili fermé : 80 F et 40 F  
Abonnements de soutien :  
à partir de 100 F

17<sup>e</sup> ANNEE - N° 332  
LE NUMERO - 2 F 50  
20 FB - 1 FS  
20 mars au 2 avril

Salvador, Pologne, Afrique, Afghanistan, etc.

## L'ordre des brigands impérialistes

Reagan et Haig ont parlé net : l'Amérique ne tolérera aucune tentative d'immixtion étrangère dans l'« hémisphère » américain, qui doit conserver son « intégrité » — intégrité yankee, cela va sans dire. Les révoltes

sociales éclatent en Amérique latine sous l'effet de l'irrésistible plongée de la société bourgeoise dans la crise, mais personne ne doit en profiter pour se faire une petite place.

Bien mieux : il n'y a pas de luttes sociales à proprement parler. Il n'y a que des « tentatives de subversion communistes », entendez des troubles suscités par la Russie et son petit valet cubain. A la guerre comme à la guerre ! Qui serait assez stupide pour mettre au-dessus des lois de la guerre de prétendus Droits de l'Homme ? Ils ont eu bien de la chance, les 80.000 « disparus » qui ont bénéficié, eux, de ces droits sacro-saints...

La libérale Amérique réaffirme le dogme de sa souveraineté sur le continent, fixe les principes de la politique continentale de gendarmerie contre-révolutionnaire, fournit même ses étendards idéologiques, mais aimerait bien ne pas se salir directement les mains : pas de nouveau Vietnam ! On fustige verbalement les excès de l'« extrême droite » au Salvador au moment même où on fournit les armes et les conseillers pour mieux massacrer les paysans de ce pays : les gendarmes aiment à paraître comme des arbitres suprêmes.

Le scénario est très peu différent de l'autre côté de la planète. La condition de la détente, désormais « divisible » et non « globale », c'est le « renforcement de la cohésion du camp socialiste », a affirmé Brejnev devant le XXVI<sup>e</sup> Congrès du PCUS : on serre aussi les boulons dans les domaines réservés de l'impérialisme grand-russe.

Il y en a assurément besoin : la cure d'austérité a déjà mené en Pologne à une puissante réaction ouvrière qui menace de faire tache d'huile, il n'est pas sûr que la collaboration des Walesa, Kuron et Cie au maintien de la « trêve sociale » suffise à la paralyser totalement.

Mais pas plus à l'Est qu'à l'Ouest, on ne veut reconnaître que la cause des luttes est véritablement sociale : si le danger proclamé est à l'Est celui d'une « contre-révolution », cette dernière ne peut résulter que d'« ingérences impérialistes » exigeant, il va de soi, une « riposte énergique ». Il n'y a pas dans l'exploitation capitaliste travestie en « socialisme réel » suffisamment de raisons pour la bonne vieille lutte de classe !

Il existe, aux dires des Brejnev, Soulov et de leurs acolytes, suffisamment de « forces saines » sur les bords de la Vistule pour que « les Polonais règlent eux-mêmes leurs propres affaires ». Mais, pour plus de précaution, les chars russes restent à quelques portées de canon seulement...

En effet, le problème est préoccupant. L'Amérique et l'Europe impérialistes ont beau mener des campagnes de protestation verbale contre une possible intervention russe, autant pour garder une carte pour l'avenir que pour paralyser le mouvement ouvrier polonais ; Reagan a beau hausser le ton contre Cuba et pro-

mettre des armes pour les résistants afghans afin de donner le change : il faut bien que, russe ou pas, quelqu'un fasse le « chien sanglant », si cela devient

### DANS CE NUMERO

- Immigration  
La lutte des travailleurs du Sentier  
Pour un travail réel d'organisation  
Le PS et l'immigration
- La crise en Allemagne aussi
- Solidarité de classe avec les réfugiés politiques
- Les trotskystes et les présidentielles (2)

nécessaire. Au-dessus des querelles de brigands, il y a la solidarité des exploités.

Et l'Europe dans tout cela ? Elle mérite sans doute la palme de l'hypocrisie. Les tentatives de l'Internationale socialiste, en particulier de l'Allemagne, pour jouer son jeu en Amérique latine, servir en même temps d'amortisseur de la révolte et pour offrir au Salvador ses bons offices

(suite page 2)

## Pas de trêve en Pologne

Venus d'Ursus et de Varsovie pour présenter à la Mutualité le 12 mars dernier leur action et leur programme, des représentants de *Solidarité* ont donné du mouvement en Pologne la vision démocratique et interclassiste que les dirigeants du KOR et Walesa lui-même tiennent de plus en plus à mettre en avant. *Solidarité* doit agir « pour les travailleurs », mais « pas seulement ». Le mouvement doit réunir des courants différents, comme ont su le faire les mouvements de Résistants pendant la dernière guerre, a déclaré le représentant du comité de grève et du KOR d'Ursus. Il ne s'agit pas de mettre en cause (comme le précisent les accords de Gdansk) l'Etat en place, ni le système des alliances établies. Quant à la grève, a rappelé un délégué des typographes de Varsovie, elle n'est que le « dernier recours » : avant de la déclencher, il faut, ou plutôt, il faudrait consulter le présidium de *Solidarité*, au niveau national, et épuiser tous les autres moyens, pour éviter de « créer des situations anarchiques » pour des « problèmes de détail qui peuvent se régler avec un coup de téléphone ».

Malgré cela, leurs comptes rendus ont tout de même laissé transparaître l'effervescence sociale qui règne là-bas, en même temps que les tentatives de toute espèce pour la contenir ou la faire dévier de ses buts. Les chiffres sont impressionnants : de 80 à 90 % d'inscrits à *Solidarité*, selon les branches. Si bien que les anciens syndicats ne gardent le plus souvent comme inscrits que le personnel de direction. Bien sûr, les cadres du parti essaient de garder leur influence en s'infiltrant dans la nouvelle organisation. Mais ils sont bien obligés de suivre le mouvement, quand *Solidarité* déclenche une grève alors que le syndicat officiel la condamne quitte à tenter des manœuvres plus subtiles, mais plus dangereuses pour eux, par exemple en faisant de la surenchère sur les revendications pour attirer du monde de leur côté (cf. l'interview des

(suite page 2)

## Travailleurs du Sentier Où en est la lutte ?

La lutte des travailleurs sans-papiers de la confection est entrée dans une phase difficile. D'après la CFDT elle-même, plus de deux mois après la fin de la période de régularisation, plus de 1.500 travailleurs ayant pu déposer un dossier n'ont pas obtenu leur régularisation.

*L'Humanité* du 29-1-81, trop contente de pouvoir taper sur la CFDT, parle même de 1.008 procédures d'expulsion en cours. Toujours d'après la CFDT, il y aurait 2.944 cartes de travail délivrées au 31 janvier. Rappelons (voir *Le Prolétaire* nos 315, 316, 320) que 9.322 dossiers de régularisation avaient été retirés à l'ONI. Donc 32 % seulement des travailleurs ont été régularisés : voilà la grande victoire annoncée l'an dernier par la CFDT. La grande majorité des travailleurs immigrés de la confection restent des clandestins. Or, l'accord de régularisation signé entre Stolérus et la CFDT ne portait que sur les travailleurs immigrés entrés en France avant le 1<sup>er</sup> septembre 1979. La situation ne pourra donc aller qu'en s'aggravant avec l'arrivée de nouveaux travailleurs.

Mais la situation de ceux qui ont réussi à se faire régulariser reste très dure. Ces dernières semaines, plusieurs grèves ont éclaté dans des ateliers réclamant la mensualisation, la fin des heures supplémentaires, la fin du travail à la pièce, le respect des droits élémentaires des ouvriers. Certains travailleurs pour 174 heures par mois gagnent 2.290 francs nets et sont obligés de faire des heures supplémentaires et de travailler le dimanche pour pouvoir vivre.

Mais même la régularisation de ces travailleurs est encore fragile : en effet pour

(suite page 4)

## Immigration : après le meeting du 28 février

# Pour un travail réel d'organisation !

Dans le numéro 330 du Prolétaire nous avons montré le décalage entre les besoins de la lutte ouvrière contre les expulsions et pour le logement, et les faibles proportions que prend dans la réalité la mobilisation ouvrière. Nous l'avons expliqué en partant de la démolition qui, dans les foyers, a suivi la défaite très dure de la grève ; du reflux actuel de la classe ouvrière et, entre autres, de l'immigration ; de l'isolement dans lequel l'opportunisme (PS,

PCF) et les appareils syndicaux (CGT, CFDT) confinent tout groupe de travailleurs combattifs, etc.

Mais les résidents expulsés de Saint-Denis se seraient-ils dispersés au point où ils le sont malheureusement aujourd'hui, s'il y avait des perspectives claires, des méthodes qui inspirent confiance et non pas la suspicion et la méfiance ?

Cette question est d'autant plus importante qu'elle risque de se poser avec plus d'acuité encore dans les semaines à venir. Les quarante-cinq résidents du foyer Romain-Rolland qui sont passés en jugement le 10 mars à Bobigny risquent l'expulsion ; 1.500 résidents sont menacés d'expulsion aux foyers Pinel et Yser à Saint-Denis ; à partir du 15 mars, il risque d'y avoir des expulsions dans les HLM des cités ouvrières. A Massy, les familles ouvrières sont directement confrontées à des saisies sur salaires. C'est une région où il y aurait 40.000 chômeurs, où la situation devient de plus en plus intenable surtout pour les chômeurs, les retraités et les jeunes sans aides.

Le bilan du rassemblement du 7 février aurait pu permettre de dégager des perspectives de travail qui partent des besoins réels, effectivement ressentis et exprimés par les travailleurs expulsés, et des revendications qui tiennent compte de la situation actuelle, notamment de la démolition dans les foyers, de la faiblesse des groupes de travailleurs disposés à lutter pour concrétiser la solidarité ouvrière et l'absence de liaison entre les différents foyers qui recommencent à bouger, entre les foyers et les cités ouvrières, etc.

En effet, le rassemblement du 7 février n'a même pas pu mobiliser la masse des résidents expulsés. Certes, la riposte sur un terrain général aux attaques racistes et anti-ouvrières du PCF est un besoin ressenti confusément par beaucoup de travailleurs immigrés, comme le montre bien le recul de la CGT aux élections professionnelles à l'usine Chausson à Gennevilliers. Mais suffit-il de dénoncer le PCF en général pour pouvoir mobiliser les travailleurs ? Le bilan du rassemblement du 7 février ne nous permet évidemment pas de répondre par l'affirmative.

Or, malgré l'insistance de nos camarades présents sur le terrain à Saint-Denis, qui ont rappelé à juste titre que la propagande générale même autour de revendications justes ne peut suffire pour mobiliser les travailleurs, les dirigeants du Comité de Résidents de Saint-Denis ont continué leur lancée, comme si l'échec du rassemblement ne servait à rien. Ils ont ainsi décidé d'appeler au meeting du 28 février à la Mutualité, en tournant le dos aux besoins concrets effectivement ressentis par les travailleurs jetés à la rue, ce qui cachait mal la tendance aux actions spectaculaires, non réfléchies et nécessairement sans lendemain. Il n'était malheureusement pas difficile de

prévoir que le meeting du 28 serait un échec encore plus démoralisant que le rassemblement du 7, ce qui n'enlève rien au besoin tout à fait urgent de faire appel à l'union de la classe ouvrière contre la division social-impérialiste.

Il est donc plus que naturel que les initiatives prises par les anciens dirigeants du Comité de Résidents de Saint-Denis suscitent la méfiance et la suspicion. Il n'est d'ailleurs pas faux de considérer ces initiatives comme une « fuite en avant ». Les anciens dirigeants du Comité de Résidents ont une conception de la lutte qui s'est trouvée effectivement en phase avec elle dans certaines conditions, marquées par une mobilisation ouvrière effective, mais ne répond pas aux besoins de l'organisation indispensable de la lutte.

C'est ce qui explique d'ailleurs que le caractère néfaste de cette orientation n'apparaisse aussi tragiquement qu'au moment du reflux de la lutte, lorsque la démolition ainsi que la paralysie gagnent de larges couches ouvrières.

En effet, dans une situation où les travailleurs sont poussés en avant par les conditions de vie bestiales qui leur sont faites et

(suite page 4)

## Pas de trêve en Pologne

(suite de la page 1)

dirigeants de *Solidarité* à Polityka en novembre 80, reproduite dans *Alternative* n° 81).

Après Kuron, le gouvernement a mis en liberté surveillée Adam Michnik, l'un des créateurs de l'Université Volante. Apôtre de la « voie espagnole » vers des formes démocratiques, dans « un effort commun des éléments ouverts au sein du pouvoir et au sein de l'opposition » (conférence publiée également dans *Alternative* n° 8), défenseur de l'Etat en place comme seul interlocuteur et intermédiaire possible avec les Soviétiques, partisan de toutes les formes d'action, toutes SAUF « le recours à la rue », prompt à voler au secours de l'Eglise, en présentant l'appel à la reprise du travail de Wyszynski en août comme un « accident », un propos isolé, Michnik n'est certes pas l'ennemi le plus sérieux pour les forces de la conservation sociale polonaises et internationales !

Le vrai danger, c'est cette effervescence sociale, dont tous essaient de mesurer la température exacte, ce sont les ouvriers organisés d'abord à partir de petits comités contre la répression comme le KOR, ou d'autres regroupements ouvriers, et qui aujourd'hui, comme à Radom, dépassent le programme des idéologues conciliateurs, exigent la destitution de leurs persécuteurs et la satisfaction de leurs revendications. A mesure que les responsables immédiats et apparents de leurs difficultés seront éliminés ou remplacés, ces travailleurs se retrouveront devant l'ordre bourgeois dans sa nudité, et beaucoup ne semblent pas prêts à reculer. C'est l'épreuve de force que tous les « bons Polonais » essaient de retarder, et pour lesquels les prolétaires polonais auraient besoin d'un sérieux coup de main de leurs frères de classe de tous les pays.

# Pour un travail réel d'organisation !

(suite de la page 1)

autour des revendications brûlantes qu'ils ressentent effectivement, l'orientation qui consiste à ne concevoir le travail de mobilisation qu'en termes d'agitation pour la lutte, d'entraînement des travailleurs et, à la rigueur, de coordination et d'organisation après coup à partir des problèmes soulevés par la lutte, correspond à certains besoins de la lutte et la favorise jusqu'à un certain point.

Mais, dans la situation actuelle, agiter des revendications générales justes suffit-il pour entraîner à la lutte les travailleurs ? Evidemment non. Il faut au préalable répondre à deux exigences. Il faut d'abord que ces revendications soient effectivement ressenties par la masse des travailleurs ; il ne suffit pas d'autre part de lancer des dizaines de milliers de tracts, même s'ils contiennent des revendications effectivement ressenties par les travailleurs, il faut encore la disponibilité à la lutte de groupes de travailleurs prêts à se battre pour ces revendications. Il faut que le mécontentement sur une question sociale donnée (salaire, logement, etc.) puisse vraiment se transformer en volonté d'organisation et d'action, ce qui suppose qu'un réseau de liaison et de regroupement ait commencé à s'établir concrètement sur la base des revendications communes.

Incapables d'affronter sérieusement ces questions et à plus forte raison de les résoudre, ce qui suppose le dépassement de la conception qui se contente d'actions spectaculaires et de la simple agitation, les anciens dirigeants du Comité de Résidents de Saint-Denis sont amenés soit à faire appel aux « forces démocratiques » qui vont trahir la lutte, comme ils l'ont fait avant leur volte-face contre le PCF sous prétexte qu'en situation de faiblesse on doit

appeler au soutien de tout le monde, soit à continuer sur la voie des initiatives qui ne tiennent pas compte de la situation réelle et des exigences concrètes de la lutte des travailleurs expulsés. Dans les deux cas, leur orientation ne favorise pas — au contraire — la construction patiente du rapport de forces dont les travailleurs ont besoin pour résister aux attaques du capitalisme sur le terrain du logement comme sur les autres terrains.

Notre attitude vis-à-vis de Saint-Denis, que nos camarades ont cherché à faire valoir dans les groupes de travailleurs où ils militent chaque fois qu'une initiative a été prise par les résidents, est dictée par une double exigence : d'une part, apporter à des travailleurs en lutte une solidarité de classe dictée par la nécessité de la lutte commune de tous les exploités contre l'adversaire, indépendamment des opinions et des conceptions de ces travailleurs. D'autre part, marquer très clairement l'opposition entre les méthodes défendues par les organismes ouverts qui apportent leur solidarité à ces travailleurs et celles préconisées par les dirigeants des résidents de Saint-Denis.

Nous admettons volontiers que la traduction pratique d'une attitude guidée par des principes justes est difficile à mettre en œuvre et ne va pas sans tâtonnements, sans erreurs même, des erreurs que nous cherchons à corriger sur la base de l'expérience, et dont nous n'hésitons pas à prendre l'entière responsabilité.

Ce qui nous semble être l'attitude la meilleure pour les semaines à venir c'est, d'une part, de rendre la solidarité avec les travailleurs de Saint-Denis, comme de tout foyer de résistance ouvrière, la plus concrète possible : ces camarades ne doivent pas se trouver seuls face aux flics, face aux coups de la municipalité. Mais cette solidarité doit

être donnée par des organismes ouverts, comme le Groupe de Travailleurs Immigrés né de la lutte contre les accords franco-algériens, même s'il faut tenir compte des difficultés pratiques que fait naître, dans le cas précis, l'intervention officielle d'un groupe comme le Regroupement issu de la lutte des foyers (\*). Ces organismes doivent mener leur propre agitation et leur propre travail. Ils doivent le faire sur leurs propres bases, qui sont le résultat réel d'une décantation effective d'orientations et de méthodes de travail, et qui les rend seuls aptes pour l'instant à prendre des initiatives concrètes. Il s'agit d'une activité sans doute modeste, mais bien orientée, et qui laisse aux dirigeants des résidents de Saint-Denis la responsabilité de leurs phrases, sans doute généreuses, mais de plus en plus décalées par rapport aux moyens qu'ils mettent en œuvre pour organiser la lutte.

Parallèlement, notre parti cherchera à mener, tant par la propagande orale que par la diffusion de la brochure sur les *Enseignements de la lutte des foyers*, ou par des articles de presse, la clarification d'orientation susceptible d'épauler cet effort d'organisation.

Nous pensons que c'est par cette voie que des liens pourront être noués entre les foyers de lutte, les groupes de travailleurs qui cherchent à préparer les luttes à venir, non seulement dans les foyers, mais sur tous les terrains de l'immigration, et que des groupes de travailleurs aujourd'hui désorientés pourront reprendre confiance.

(\* Nous nous proposons de revenir bientôt sur l'activité de ce groupe, qui tente de maintenir une liaison entre les foyers et de tirer un bilan de la lutte afin de créer les bases d'une organisation plus forte pour demain.

## L'Allemagne aussi dans la crise...

Helmut Schmidt n'est pas content du tout. « Les taux d'intérêt US sont destructifs et inacceptables ». En clair, la restauration de la puissance économique américaine se fait contre le capitalisme allemand.

Seul un effort de cohésion sauvera les Occidentaux — ajoutons : et les Orientaux — de la catastrophe économique, disent les uns après les autres les « experts » de tous les pays. Le problème, c'est que la solidarité entre requins et calmans est bien peu solide...

« Allée fidèle, sinon soumise, des Etats-Unis (comment ne pas l'être avec 250.000 soldats américains sur son sol sans compter les soldats anglais et français ? NDR), l'Allemagne fédérale ne s'était guère jusqu'ici hasardée à mettre en doute la capacité de Washington à régler ses problèmes internes ; pour qu'elle ose le faire publiquement — et en quels termes ! — il faut qu'elle se sente menacée au tréfonds d'elle-même. Peut-être conviendrait-il de regarder cette vé-

rité-là en face et de lui chercher un palliatif. La peur, chacun le sait, a toujours été, pour l'Allemagne, mauvaise conseillère. »

C'est le commentaire des bourgeois français pour lesquels la peur de l'Allemagne a toujours été « mauvaise conseillère » (voir *Les Echos* du 25-2). Au fait, le Marché commun n'était-il pas un palliatif au dépeçage de l'Allemagne ? Le droit à retrouver une puissance économique, un palliatif à l'abandon de sa puissance politique ? A l'heure de la crise de la société bourgeoise, les palliatifs ne suffisent plus.

Voilà en tout cas une affirmation de Schmidt qui donnera un frisson à nos chauvins tricolores : « L'unité de la nation allemande est un fait hérité de l'histoire, la division qui lui est imposée, c'est-à-dire l'existence de deux Etats sur le sol allemand, est un fait du présent » (interview aux *Echos* du 25-2). Dans l'avenir qui, de l'URSS ou des Etats-Unis, cherchera le premier à promet-

tre à l'Allemagne l'unité, si on ne peut plus s'entendre pour la maintenir divisée ? Voilà un bon prétexte de guerre impérialiste, où la bourgeoisie française aura à choisir son camp, bon gré, mal gré !

Pour la classe ouvrière, le choix doit être clair et sans équivoque : constitution d'une seule et même armée internationale contre les deux camps impérialistes et pour la révolution prolétarienne ! Et le résultat de ses conquêtes qui seront arrachées dans une lutte à mort contre les deux monstres super-impérialistes ira bien au-delà de l'unité de l'Allemagne ou même de l'unité de l'Europe. Ces unités ne sauraient être des objectifs de la révolution prolétarienne, ni même des étapes nécessaires vers l'établissement de l'Etat universel de la classe ouvrière, mais seulement une éventuelle voie de passage transitoire résultant de rapports de forces internationaux momentanés.

Cette perspective est inscrite dans l'histoire, comme dans l'esclavage quotidien de la classe ouvrière. Prolétaires français, bouchez une seconde vos oreilles aux exhortations chauvines de vos chefs corrompus et vendus à l'impérialisme et au militarisme français, et écoutez un peu le discours qu'on tient en Allemagne à vos frères de classe !

La paralysie actuelle de l'économie allemande n'est pas de celles qui se conjurent, selon le ministre de l'Economie — ministre d'un gouvernement socialiste, s'il vous plaît ! — par des « feux de paille conjoncturels » ! Non, « il faudra du temps pour venir à bout de ces problèmes ». Au pays du miracle économique aussi, il faudra « travailler durement » et « se serrer la ceinture » (*Le Nouveau Journal* du 20-2-81) !

N'est-ce pas le langage des capitalistes de partout ? Pour la classe ouvrière aussi, il ne doit y avoir qu'un seul langage dans tous les pays : défense des conditions de vie, de travail et de lutte contre les exigences de l'économie nationale, contre tous les Etats capitalistes et leurs larbins, union internationale des rangs ouvriers !

### Solidarité avec les emprisonnés de Blida !

Nous appelons tous les militants, lecteurs et sympathisants à manifester leur solidarité active avec nos camarades et contacts frappés par la répression bourgeoise en Algérie en versant une souscription pour leur défense.

\*

Chèques bancaires ou postaux à l'ordre de SARO avec mention Solidarité Algérie.

## L'ordre des brigands impérialistes

(suite de la page 1)

entre la junte et l'opposition, viennent de provoquer une brutale réaction américaine : « Pas touche, l'Amérique aux Américains ! ».

Du coup, toute l'Europe s'est sentie visée et menacée dans ses « responsabilités américaines ». N'a-t-elle pas des restes d'intérêts coloniaux sur les rives de la mer des Antilles ? Il est vrai que ces choses-là sont bien enrobées : les appétits impérialistes de l'Europe se présentent sous le drapeau du « refus de la bipolarisation des relations internationales », et de la recherche d'une « troisième voie ». En fait l'Europe refuse de choisir trop vite entre les deux super-grands. C'est une belle manière de cacher la politique des chasses gardées. Pourtant l'Europe a aussi les siennes, et la France en premier lieu.

Quel scandale n'a pas provoqué la décision européenne de confier l'action sanitaire en Afrique noire aux Etats-Unis ! « Y aurait-il, se demande avec indignation *Le Monde* du 3-3, une contre-partie diplomatique ou militaire restée secrète, et dans ce cas, laquelle ? Y a-t-il eu, hypothèse plus pessimiste encore, une absence totale de contre-partie, qui porte un nom : l'abandon ? »

Marchandages, flibuste, pillage, brigandage généralisés : tel est le principe de la politique bourgeoise. Mais pour pouvoir se partager les richesses créées par les masses exploitées de prolétaires et de paysans pauvres du monde entier, il faut pouvoir les tenir sous le joug : tel est l'autre principe, celui de la solidarité de tous les capitalistes pour le maintien de l'ordre international, bien qu'il entre en contradiction avec le premier.

L'intérêt de la lutte de classe ouvrière, c'est de renverser cet ordre barbare, en luttant contre tous les Etats impérialistes en même temps, car chacun d'eux est « le pire ». C'est seulement ainsi que l'humanité sera délivrée des crises, des guerres, de l'exploitation, de la misère et de la faim.

Aidez au développement de la presse internationale du Parti. Souscrivez !

## Le PS et l'immigration : une tentative de replâtrage !

Depuis quelques temps une campagne de ravalement de la vieille façade anti-ouvrière et anti-immigrés du PS a lieu. Cette campagne a pour fer de lance Laurent Cathala, maire de Créteil, le thème étant : le PS soutient les travailleurs immigrés. Le discours du maire de Créteil devant le conseil général du Val-de-Marne, après les événements de Vitry, a même été publié en brochure.

Dans ce discours L. Cathala affirme que les socialistes ne réclament pas l'arrêt de l'immigration. Pourtant dans son projet de loi déposé devant le parlement en janvier 79 le PS déclarait :

Le PS se prononce « pour un contrôle très strict des flux d'immigration dans le cadre d'une politique de l'emploi impliquant que ceux-ci restent à un niveau très faible, voire négligeable ». « Il en va de même en matière d'immigration familiale. »

De même, quand le maire de Créteil parle de l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés, il oublie ce que déclare ce même projet de loi :

« Deux exceptions subsisteront toutefois au niveau de la mise en œuvre de ce principe. La première limitera la possibilité de participation politique en accordant aux travailleurs étrangers le droit de voter au seul niveau des élections municipales », « la seconde maintiendra le principe de la « territorialité » des prestations familiales », c'est-à-dire le vol sur les allocations familiales des familles d'immigrés restées au pays, qui constitue la plus grosse partie des ressources du FAS.

Pourquoi une telle manœuvre ? Il s'agit d'éviter que les travailleurs immigrés échappent encore plus au contrôle du réformisme. Le PC, en jouant sur son influence sur les ouvriers français, a dû monter en première ligne pour diviser les travailleurs français et immigrés et du même coup il a dû accepter le risque de sacrifier l'influence qu'il pouvait encore avoir sur les immigrés. Le PS essaie donc, tout naturellement, de le relayer et lance une campagne de mystification des immigrés. Mais Defferre comme Mitterrand, qui ne peuvent inspirer qu'une saine méfiance aux travailleurs immigrés, ne peuvent la mener à bien.

Il fallait donc quelqu'un aux mains relativement propres, susceptible d'avoir la confiance de certaines couches de l'immigration. C'est ce rôle que joue le maire de Créteil. Comme on a pu le voir, il ne recule devant aucun mensonge, aussi gros soit-il, pour tromper les travailleurs.

Il est de la plus grande importance pour la classe ouvrière et pour l'avenir de leur lutte que cette manœuvre échoue, car si le PS essaie de les flatter maintenant, c'est pour mieux les trahir demain. Quant aux « gauchistes » qui soutiennent cette campagne, ils montrent une fois de plus qu'ils préfèrent leurs illusives petites manœuvres aux intérêts réels des ouvriers !

# Solidarité de classe avec les réfugiés politiques !

La solidarité internationale de classe avec les victimes de la répression bourgeoise est un pilier de l'internationalisme prolétarien. Il ne s'agit nullement d'une question morale, mais d'une exigence objective de la lutte de classe.

La bourgeoisie exploite et aggrave la division nationale du prolétariat en excitant des sentiments d'hostilité contre les prolétaires « étrangers » et grâce à toute une série de discriminations. L'unification du prolétariat pour la lutte immédiate comme pour la révolution internationale suppose la lutte contre toutes ces discriminations et contre tous les actes oppressifs de l'Etat bourgeois contre nos frères de classe d'autres pays et nationalités. La solidarité internationaliste contre les victimes de la répression bourgeoise joue ici un rôle important.

## Lutter contre son propre Etat

Etant donné l'abîme d'indifférence créé par plus d'un demi-siècle d'absence de la lutte de classe, il s'agit d'une part de sensibiliser la classe ouvrière à ce problème essentiel, en dénonçant les actes répressifs des Etats bourgeois et en appelant à réagir contre ceux-ci comme contre des coups dirigés contre toute la classe ouvrière. D'autre part, il s'agit de poser un certain nombre de principes et de méthodes de la solidarité de classe et les revendications centrales de celle-ci.

Précisément pour être située sur le terrain de la lutte de classe et non de la conciliation, la solidarité prolétarienne doit refuser l'idéologie et les principes bourgeois hypocrites des « droits de l'homme ». Ceux-ci sont un drapeau macabre aux mains de la bourgeoisie des cinq continents qui vit de l'exploitation du travail salarié, de l'oppression des peuples coloniaux, et qui alterne des périodes de guerre toujours plus sanglantes avec des périodes de paix toujours plus tendues et employées à développer sa puissance militaire. Aux mains de la petite bourgeoisie, ces principes sont le drapeau impuissant où elle projette ses vains espoirs d'empêcher l'éclosion des antagonismes sociaux.

C'est pour cela qu'un des principes qui doivent guider la solidarité de classe est

celui de la lutte contre « son propre » Etat pour des objectifs qui expriment une solidarité de classe effective contre la répression internationale de la bourgeoisie. Sur ce terrain, la principale revendication du prolétariat doit être le droit d'asile inconditionnel, quelle que soit la formulation à donner à une telle revendication suivant les pays. La lutte pour ce droit est indispensable non seulement dans les pays qui ne le reconnaissent pas, mais également dans ceux qui le reconnaissent, puisque, comme d'ailleurs tous les droits sous la démocratie bourgeoise, il est conditionné par une série de clauses et de barrières administratives qui, en réalité, laissent les mains libres pour refuser ou accepter l'asile si la pression du prolétariat ne l'impose pas. D'autre part, il faut lutter contre les extraditions qui se sont multipliées ces dernières années au niveau européen, et en particulier en France contre les terroristes, les détournés d'avions, les Basques, etc.

Il faut aussi lutter contre les mesures discriminatoires qui frappent les réfugiés politiques, même quand ils sont légalement reconnus, comme les stricts et humiliants contrôles administratifs, les « visites » périodiques de la police — en complicité avec les polices des pays d'origine —, le manque de papiers permettant d'obtenir un travail. Il suffit de rappeler que presque toujours ils n'ont pas droit à une activité politique. C'est ainsi qu'en France une circulaire du 12 juillet 1974 restreint la liberté d'opinion et d'expression du réfugié politique par un « devoir de réserve », qui implique la non-ingérence du réfugié dans les affaires intérieures du pays où il réside, le non-transfert de manière violente des querelles politiques de sa patrie sur le territoire, le respect de la sécurité intérieure et extérieure de la France, le respect de ses relations diplomatiques. En conséquence de quoi tout réfugié est obligé de signer une déclaration dans laquelle il s'engage à se « conformer aux lois et règlements ainsi qu'aux mesures prises pour le maintien de l'ordre public, à ne soutenir ni par la parole ni par l'action le recours à la violence dans le domaine politique et, d'une manière générale, à ne pas porter atteinte au crédit public ou à la sûreté de l'Etat ». Quoi qu'il en soit, sur les réfugiés comme sur tous les étrangers pèse en permanence la menace d'ex-

pulsion pour atteinte au trop fameux, et extensible, « ordre public ».

Il s'agit donc d'appeler le prolétariat à lutter contre toutes ces mesures discriminatoires, ces interdictions et ces contrôles, et contre toute menace d'expulsion. Il s'agit de revendiquer en particulier la liberté d'activité politique et syndicale, d'organisation et de presse pour les réfugiés comme pour tous les étrangers en général ; la suppression des contrôles et des cartes spéciales de séjour et de travail (et dans l'immédiat l'obtention et le renouvellement de ces cartes) ; en somme, l'égalité des droits politiques.

Les réfugiés politiques se trouvent aujourd'hui dans une situation terrible, puisque leur défense suppose un mouvement de classe suffisamment fort pour exercer une pression sur l'Etat, et que ce mouvement manque. La propagande pour cette solidarité et l'organisation des efforts même faibles n'en sont que plus importantes : elles font partie de la préparation de la reprise de classe, et préparent en même temps la défense des victimes de la répression bourgeoise qui ne manquera pas de s'abattre sur un mouvement ouvrier en train de se réveiller.

## Rompre avec la démocratie

Un autre point-clé de cette propagande est celui qui concerne les méthodes de la lutte de solidarité. La réponse au cannibalisme bourgeois doit être une solidarité de classe. Cela signifie que cette défense ne peut en aucune façon être liée à une quelconque constitution de l'Etat ou, en général, à une quelconque institution de la classe bourgeoise (comme l'Eglise, l'ONU, Amnesty International et autres perles de la démocratie impérialiste), parce que s'il en était ainsi elle serait finalement liée, subordonnée à l'ennemi de classe.

Nous ne devons pas oublier que la « solidarité » parcimonieuse à l'égard de certaines franges de persécutés latino-américains, tout comme la campagne pour les « droits de l'homme » (après coup) représentent le terrain où tous les ex-révolutionnaires, tous les ex-anti-impérialistes petits-bourgeois, tous les opportunistes, s'alignent du côté de la stratégie démocratique de la conservation sociale.

Or, nous pouvons annoncer avec une certitude absolue l'attitude de la démocratie bourgeoise internationale envers les combattants du mouvement ouvrier, qui demain tendra inéluctablement à la destruction des institutions démocratiques. Rejetant alors toute « solidarité humanitaire » avec les victimes de l'Etat capitaliste, la démocratie internationale sera au coude à coude avec la répression bourgeoise pour frapper les militants révolutionnaires. Les faits eux-mêmes le montrent. Ainsi, après la chasse aux terroristes en Allemagne, toute la démocratie internationale s'est-elle solidarisée avec la social-démocratie allemande (qui est l'un des piliers de la croisade pour les droits de l'homme) dans un véritable front unique contre le terrorisme annonciateur de luttes sociales.

Enfin il faut rappeler que c'est cette même démocratie internationale qui a la principale responsabilité dans la situation angoissante des réfugiés. En effet, c'est précisément la croisade de la démocratie contre le fascisme avant et pendant la dernière guerre qui a asséné le coup définitif au mouvement ouvrier international. C'est cette même croisade, dirigée dans le mouvement ouvrier par le stalinisme, qui a engendré l'actuel ordre démocratique mondial. Si, d'une part, la destruction du mouvement ouvrier par l'œuvre et au bénéfice de l'ordre démocratique a rendu impossible une solidarité effective avec les victimes de la répression bourgeoise, il est évident, d'autre part, que les pinochetazos et autres golpes ne sont pas dirigés contre cet ordre démocratique, mais au contraire sont patronnés par lui et, comme ses propres auteurs le proclament, ont pour objet sa défense.

Tout ceci milite pour la nécessité de rompre dès maintenant avec toutes ces institutions de la démocratie qui ne font en réalité que couvrir, sous une fausse solidarité antirépressive, la défense de l'ordre révolutionnaire mondial. Il faut commencer dès maintenant à poser la question de la solidarité sur un terrain strictement anti-bourgeois et anti-démocratique, pour ne pas avoir, demain, la désagréable et catastrophique surprise de constater que ce qu'on a construit n'a été en réalité qu'un piège fatal pour le mouvement ouvrier révolutionnaire.

## Pour une organisation révolutionnaire de combat

# Quelle centralisation ?

La défense et le renforcement de son organisation est une des tâches permanentes du parti. Elle revêt de multiples aspects, théoriques et politiques : délimitation politique stricte, lutte contre les influences exercées par les courants adverses, développement du prosélytisme et extension du réseau du parti, mais aussi des aspects pratiques et spécifiquement organisationnels : division des tâches qui utilise rationnellement les capacités des membres pour le travail collectif, centralisation du travail, établissement d'un système de liaisons efficaces permettant la plus grande rapidité d'action et d'initiative, détermination nette des responsabilités pratiques, précision des contours de l'organisation et meilleure protection, etc.

Pour inaugurer une rubrique que nous souhaitons régulière, consacrer à ces questions, nous publions ici des extraits d'un article de Lénine intitulé « Lettre à un camarade sur les questions d'organisation », qui est une référence obligatoire du marxisme en la matière, et que nous invitons les camarades à étudier, non comme un code de recettes mais pour en dégager des principes d'organisation et une méthode que nous devons nous efforcer d'appliquer à notre tour.

« Il est un point, écrit Lénine en parlant des comités et groupes de type professionnel

ou syndical où interviennent des militants du parti, sur lequel nous devons absolument exiger l'organisation maxima dans tous les groupes affiliés au comité, à savoir : chaque membre du parti qui y participe est formellement responsable de ce qui se fait dans ces groupes, et il est tenu de prendre toutes les mesures pour que le CC [Comité Central] ou l'OC [Organisation Centrale] soient le plus possible au courant de la composition de chacun de ces groupes, de tout le mécanisme de leur travail et de tout le contenu de ce travail. Cela est indispensable à la fois pour que le centre ait une vue complète du mouvement, pour qu'il dispose de la base de recrutement la plus large en vue de pourvoir les diverses fonctions du parti, pour que l'expérience d'un groupe puisse être transmise (par l'intermédiaire du centre) à tous les autres groupes analogues de toute la Russie [...] ».

« Comment réaliser cette organisation ? En envoyant régulièrement des rapports au comité, en communiquant à l'OC la plus grande partie possible du contenu du plus grand nombre possible de ces rapports, en organisant des visites de tous les cercles par des membres du CC et du comité local [...] ».

« Nous sommes arrivés ici à un principe extrêmement important de toute l'organisation et toute l'activité du parti : si, en ce

qui concerne la direction idéologique et pratique du mouvement et de la lutte révolutionnaire du prolétariat, il faut la plus grande centralisation possible, en ce qui concerne l'information du centre du parti (et par suite de tout le parti) sur le mouvement et la responsabilité devant le parti, il faut la plus grande décentralisation possible. Le mouvement doit être dirigé par le plus petit nombre possible de groupes les plus homogènes possible, riches de l'expérience de révolutionnaires professionnels ».

« Maintenant que nous sommes à la veille [...] de la création d'un véritable centre dirigeant, nous devons nous graver dans l'esprit que ce centre sera impuissant si nous ne réalisons pas en même temps une décentralisation maxima dans la responsabilité à l'égard de ce centre et dans son information sur toutes les roues et tous les rouages de la machine du parti. Cette décentralisation n'est rien d'autre que l'autre aspect de cette division du travail qui, de l'aveu général, constitue l'un des besoins pratiques les plus urgents de notre mouvement. Aucune attribution officielle du rôle dirigeant à une organisation, aucune création de Comités centraux formels ne rendra notre mouvement réellement uni ni ne créera un parti solide et combatif, si le centre du parti reste comme par le passé séparé du travail pratique

direct par des comités locaux du type ancien, où, premièrement, entre une masse de gens dont chacun dirige toutes sortes d'affaires sans se consacrer à des fonctions bien distinctes du travail révolutionnaire, sans être responsable d'entreprises particulières, sans se donner la peine d'étudier soigneusement, de préparer minutieusement et de mener jusqu'au bout ce qu'ils entreprennent et dépensent une masse de temps et de forces en vaines agitations, et qui, deuxièmement, sont flanqués d'une masse de cercles d'étudiants et d'ouvriers, pour la moitié complètement inconnus du comité, et pour l'autre moitié aussi encombrants, aussi peu spécialisés, n'élaborant pas plus d'expérience professionnelle, n'utilisant pas plus l'expérience des autres et s'exactement aussi occupés que le comité à d'interminables réunions « à propos de tout ». [...] Pour que le centre puisse non seulement conseiller, convaincre, discuter (comme cela se faisait jusqu'à présent), mais effectivement diriger l'orchestre, il est nécessaire que l'on sache exactement qui conduit les violons, à quel endroit, qui a appris et apprend chacun des instruments, où et comment il le fait, qui (lorsque la musique commence à détonner) est responsable des canards et qui il faut déplacer, etc., pour corriger des dissonances ».

# La rage frontiste de la L.C.R.

Dans son n° 950, Rouge amalgame à son tour notre position sur le fascisme et l'antifascisme à celle de La Guerre sociale. Rappelons que nous avons déjà critiqué cette dernière dans notre n° 322, et dénoncé cet amalgame dans notre n° 324 en répondant à Charlie Hebdo. Les rédacteurs de Rouge connaissent certainement ces articles. Pourquoi alors cette attaque hypocrite ?

Rouge nous reproche de considérer que le fascisme « ne nécessite pas d'analyse particulière ». C'est d'autant plus absurde que notre courant est le seul à avoir fait cette analyse, alors que les Gramsci et Cie n'y voulaient voir qu'une réaction prébourgeoise et que même l'Internationale n'a pas toujours gardé une position claire. Mais peut-être que Rouge ne saurait se contenter d'une analyse fondée sur le déterminisme historique ?

En réalité, la vraie question est très simple, et peut se résumer ainsi :

— Ou bien on analyse le fascisme comme un retour en arrière par rapport au « progrès » démocratique. C'est-à-dire que, même si on ne va pas jusqu'à le considérer comme l'incarnation du Mal gratuit et inexplicable, on y voit l'expression des fractions « rétrogrades » de la bourgeoisie. Alors, on cherche des alliés contre lui dans l'aile « gauche » de la bourgeoisie, depuis les Noske et les Marchais jusqu'aux « bons » capitalistes, démocrates et progressistes.

— Ou bien on y reconnaît la forme la plus avancée et la plus concentrée de la domination bourgeoise, celle vers laquelle la bourgeoisie tend nécessairement pour réaliser son unité face à ses difficultés et, surtout, face au prolétariat. Alors on sait que seul le prolétariat se plaçant sur son terrain de classe

peut lutter contre lui. On sait que toute recherche d'« alliés » ne fait qu'affaiblir et paralyser le prolétariat ; on sait que dans le « meilleur » des cas l'antifascisme démocratique ne peut que remplacer la soumission forcée par l'adhésion enthousiaste à l'ordre bourgeois. Il suffit de rappeler l'après-guerre...

Devant cette alternative, effectivement, la position des trotskystes et la nôtre divergent totalement. Et nous ne sommes pas surpris de voir Rouge utiliser les cadavres des Juifs pour justifier son frontisme universel, exactement comme tous les démocrates que nous dénonçons dans Auschwitz ou le grand alibi.

La rage du front de toutes les forces démocratiques, soi-disant progressistes et soi-disant ouvrières, est d'ailleurs le pilier de toute la politique trotskyste. Et c'est peut-être parce que des militants de la LCR eux-

mêmes se posent des questions sur cette stratégie qui leur lie les mains même dans la moindre agitation ou grève, que Rouge agit avec tant d'acharnement le spectre des fours crématoires : ceux qui voudraient se battre et s'organiser en dehors et contre le contrôle des appareils syndicaux et des partis « ouvriers », ceux qui doutent de la valeur révolutionnaire de l'« Unité PC-PS » ou de la nécessité du « gouvernement des partis ouvriers », sont automatiquement solidaires des nazis, n'est-ce pas ?

Dans les années 20, l'IC a pu glisser vers l'erreur du front démocratique antifasciste, avant que le stalinisme l'y précipite après 1933 cul par-dessus tête. Aujourd'hui, après 60 ans de cet antifascisme-là, on ne peut plus parler d'« erreur » : c'est une trahison. Toute la mauvaise foi et la rage de Rouge ne parviendront pas à le cacher.

## Les trotskystes en campagne (2)

Nous avons vu dans le dernier numéro l'attitude de l'OCI et de la LCR dans la campagne électorale.

Face aux inconditionnels du « désistement », *Lutte Ouvrière* fait bande à part. Elle a même accentué sa phrase « antiélectorale » et ses poses radicales : l'union PC-PS n'est pas moins néfaste que leur division, il faut combattre les illusions et non les renforcer, la voie électorale ne permet pas de « changer la vie », etc. Mais quand on voit par ailleurs LO s'aligner en plein sur la politique du PC et coller à ses talons (défense de la campagne anti-immigrés du PCF, pour une police au service de la population, etc.), on ne peut pas s'empêcher de trouver cette démagogie suspecte et de soupçonner LO, ici aussi, de suivre le PC. Celui-ci fait bien la grosse voix vis-à-vis du PS, se déclare contre l'union sans principes, dénonce la politique bourgeoise de la social-démocratie...

Voilà ce que dit LO : Mitterrand au pouvoir, c'est la même politique que la droite (inflation, chômage, baisse du niveau de vie, endettement pour les paysans, difficultés pour les commerçants et les artisans). C'est son passé qu'il atteste. Par contre, LO fait preuve d'indulgence pour le PC : « Certes, il y a aussi le candidat G. Marchais. Le PC et son candidat dénoncent aujourd'hui les compromissions passées ou à venir du PS et de Mitterrand. Le PC et G. Marchais disent aujourd'hui que les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes pour changer leur sort. Ils appellent les travailleurs à la lutte dans les usines, dans la rue, même, et à ne pas compter sur les élections pour défendre leurs conditions de vie et leurs droits » (Conférence de presse d'A. Laguiller, *Lutte Ouvrière* n° 649). Seulement les travailleurs ne peuvent pas « vraiment » compter sur le PC et G. Marchais, parce qu'ils ne sont pas suffisamment liés à la campagne occidentale pour la défense des droits de l'homme (régime de l'URSS, Afghanistan, Pologne). Et aussi parce qu'il y a eu l'union de la gauche avec Mitterrand, qui est un homme de droite, etc. Cependant : « Le PC a finalement estimé, à juste titre, qu'il n'y aurait pas trouvé son compte. S'il a pris l'initiative de rompre l'union de la gauche, c'est certes pour défendre ses intérêts de parti et pas ceux des travailleurs. Mais nous ne pensons pas que le rôle des révolutionnaires est de prêcher la réconciliation pour un pacte

gouvernemental qui ne pourrait se réaliser que sur le dos des travailleurs ».

On peut dire que, malgré ses critiques, LO suit une courbe parallèle à celle du PC. De la même façon que chez ce dernier, l'approfondissement et l'élargissement de la crise entraînent, sans aucun changement sur le fond, l'utilisation d'un verbiage « gauchissant » et « sectaire ». Alors que l'OCI suit aveuglément les orientations du PS, que la LCR se retrouve coincée dans une perspective « unitaire » qui reste pour l'instant bien improbable, LO fait le choix de coller toujours plus à la politique du PC. Evidemment, elle ne le fait ouvertement que dans des cas très rares, mais significatifs (immigration); en général elle joue l'objectivité, elle n'hésite pas dire son fait à l'opportunisme, ce qui est encore une des caractéristiques du centrisme : le camoufflage hypocrite d'une orientation réformiste derrière la phrase pseudo-radical.

A cet égard, la conférence de presse d'A. Laguiller est significative. LO ne dit pas un mot qui puisse être utile aujourd'hui à la reprise de la lutte de classe. Elle se cantonne sur le terrain des déclarations d'intention, des formules-choc, mais elle ne donne aucune perspective, même immédiate, pour l'organisation indépendante du prolétariat. Electoralement, sa fonction est de récupérer les voix de quelques prolétaires combattifs écartés par l'opportunisme de droite, mais surtout celles de petits-bourgeois effrayés par le pseudo-tournant du PC. Pratiquement, elle est d'abandonner le terrain de la lutte aux « organisations ouvrières » (comme elle dit) et de se contenter de leur donner quelques conseils généraux pour qu'elles ne se coupent pas trop rapidement des éléments les plus combattifs.

A l'occasion des législatives de 1978, nous avions montré que la politique de LO se caractérisait par un suivisme honteux (brochure *Le Proletaire* n° 9). Nous disions qu'elle ne se séparait nullement du réformisme et qu'elle escamotait totalement les questions centrales du pouvoir, de la destruction de l'Etat bourgeois, qu'elle avait une conception libérale de la dictature du prolétariat, tout en se distinguant par un ouvriérisme de surface et un moralisme de secte. Aujourd'hui on peut dire que toutes ces caractéristiques se sont développées et renforcées, au point que, comme ses cousines l'OCI et la LCR, LO est de plus en plus suiviste, mais de moins en moins honteuse!

## Vie du Parti

### ● Agression du PCF contre un de nos militants à Laval

Le mercredi 25 février des militants de notre parti sont venus distribuer un tract à l'usine LMT de Laval. Des membres du PCF (dont un secrétaire fédéral, candidat aux dernières élections cantonales) ont agressé notre diffuseur. Non contents de l'insulter et de le calomnier, ils ont cherché à arracher son paquet de tracts et l'ont bousculé à plusieurs reprises, puis jeté à terre. Notre camarade, légèrement blessé au visage et l'anorak déchiré, a ramassé les tracts éparpillés sur le sol et est resté pour les distribuer aux ouvriers, malgré les insultes et les menaces des gens du PCF.

Le tract, dont les militants du PC ont voulu empêcher la diffusion, portait sur « l'affaire de Vitry », c'est-à-dire la destruction à coups de bulldozer d'un foyer de travailleurs maliens par la municipalité PCF de Vitry.

Un tel incident est largement significatif de la « radicalisation » du PCF. Il ne s'agit pas pour lui de retourner aux positions de classe, mais de hausser le ton afin de tromper les travailleurs sur la ligne d'action traditionnelle de sa politique réformiste, aristocratique, chauvine et pro-impérialiste qui pousse ses militants non pas contre les patrons, sa police et son Etat, mais avec la police et l'Etat contre les travailleurs immigrés, les jeunes en révolte, les ouvriers combattifs et, à plus forte raison, les véritables révolutionnaires, bref contre tout ce qui trouble la tranquillité d'une paix sociale « durement conquise »...

Une certaine solidarité s'est manifestée localement parmi des travailleurs et en particulier dans certaines sections syndicales. Nous nous en félicitons, non pour nous-mêmes, mais pour la lutte prolétarienne qui sera plus forte en protégeant ses militants sans préoccupation de boutique. Que l'extrême gauche suiviste cherche à orienter sa solidarité sur le terrain de l'« unité du mouvement ouvrier » comprise comme l'unité avec le PC et le PS, c'est son affaire et sa responsabilité. La véritable conclusion à tirer sur le terrain immédiat de ce genre d'incident est au contraire que les travailleurs combattifs doivent s'organiser, sans attendre l'autorisation de partisans de la discussion politique « frappante » si peu soucieux de l'unité combattante des ouvriers. Mieux : ils doivent le faire contre eux pour arracher la classe ouvrière à leur influence

néfaste à partir des poussées de lutte élémentaire.

Nos camarades ont diffusé après cette agression un tract où on peut lire : « Leur agression ne nous intimide pas, elle montre seulement clairement à tous qu'entre leurs positions réformistes et chauvines et nos propres positions révolutionnaires, internationalistes, il n'y a aucune entente, aucune conciliation possibles, mais un fossé de classe. Nous n'en appelons pas à un code de bonnes manières, à une impossible démocratie au-dessus des classes; nous continuerons simplement à diffuser nos journaux et nos tracts et à participer autant que nous le pourrions au combat de la classe ouvrière ».

Nous ne nous livrerons pas à la « guerre des bandes ». Comme l'affirme le tract, nous sommes persuadés que « la classe ouvrière règlera son compte avec [les larbins du capital], en même temps qu'avec les bourgeois ».

### ● Un nouvel organe du parti : Enternasyonalist Proleter

Comme l'affirme un article de ce premier numéro, notre bulletin trimestriel en langue turque se fixe pour tâche « de prendre place sur la scène de la lutte de classe comme arme politique pour l'organisation des forces d'avant-garde du prolétariat de Turquie ».

Le parallèle à faire avec *El-Oumami* est grand, aussi bien en ce qui concerne les tâches de propagande, le type de questions soulevées par la lutte sociale que par le milieu touché, puisque ce bulletin consacre une bonne place à l'émigration turque en Europe, cette fois en Allemagne, tout comme *El-Oumami* fait une large place à l'émigration maghrébine en France.

L'éditorial du premier numéro est consacré à la signification du coup d'Etat en Turquie. Plusieurs articles abordent la lutte prolétarienne dans ces conditions difficiles : tableau de la répression, nature de la solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise, besoin de l'autodéfense contre les forces paralgales (loups gris, commandos d'extrême droite) en même temps que contre les forces légales de répression étatique.

Dans la rubrique internationale, un article est consacré aux grèves en Pologne, un autre à la dénonciation de la guerre de brigands entre l'Irak et l'Iran.

Le bulletin contient naturellement une rubrique « immigration » : cette fois, il reprend

## Correspondance

### ● Succès des dactylos-codeuses de l'INSEE

Après deux mois de grève, les dactylos-codeuses de l'INSEE à Nantes ont arraché une réduction appréciable de la durée de leur travail : 5 h 35 au lieu de 7 heures de travail pénible sur des écrans lumineux (comme dans les PTT) installés en septembre.

Sur 48 travailleuses, il n'y avait au départ que 4 syndiquées. Syndiquées et non-syndiquées ont mené leur grève ensemble avec des AG quotidiennes, en prenant des initiatives concrètes pour combattre l'isole-

ment. Elles sont allées faire connaître leur grève et discuter dans les entreprises de la région, et dans les autres centres de l'INSEE, ont organisé des collectes qui les ont aidées à tenir.

Ce n'est pas dans dix ans, et selon les calendriers souhaités par l'entreprise, mais tout de suite, que les travailleurs ont besoin d'imposer par la lutte la réduction de la durée et de l'intensité du travail.

## Travailleurs du Sentier

(Suite de la page 1)

qu'ils puissent toucher leurs papiers, ils doivent passer une visite médicale à l'ONI qui coûte 2.500 F, en principe payés par le patron, mais ceci est précisément une des revendications avancées par les travailleurs. Ces problèmes existent aussi bien dans les petits ateliers plus ou moins légaux (qui comptent quelques ouvriers) que dans des entreprises plus grosses, comme l'a montré la grève de l'entreprise MTB qui comptait une quarantaine de travailleurs. Ces luttes sont l'occasion d'une âpre rivalité entre la CGT et la CFDT. On a même vu les 7 travailleurs d'un atelier en grève quitter la CFDT pour la CGT, pour se voir tous licencier 4 jour après avec la fermeture de l'atelier.

La lutte des travailleurs de la confection se heurte à deux gros écueils : la division de leurs rangs et la centralisation de leur lutte dans les mains des syndicats.

La division est d'abord entre régularisés et clandestins (ce qui était le véritable but poursuivi par l'accord Stoléro-CFDT) et entre nationalités, le cas des Algériens étant traité à part dans le cadre des récents accords franco-algériens; mais il y a aussi division et parcellisation dans la lutte à cause du grand nombre d'ateliers qui existent, ateliers qui peuvent disparaître du jour au lendemain pour réapparaître sous un autre nom, laissant au passage des travailleurs sur le carreau. Il faut que la lutte, aussi bien pour la régularisation que pour la conquête des droits élémentaires de tout travailleur, garde le caractère massif et uni qu'elle avait l'an

dernier par-dessus toutes barrières juridiques, de nationalités ou autres.

Mais pour que l'unité et l'organisation des travailleurs puissent progresser, il faut que ceux-ci puissent lutter contre le contrôle de leur lutte par la CFDT et aussi, bien sûr, par la CGT. L'expérience des derniers mois montre bien l'impasse dans laquelle les syndicats ont emmenés les travailleurs; à la lumière de cette expérience on peut être sûr que les futures manœuvres des directions syndicales auront pour but de retarder la lutte, de la diviser, de l'isoler. Alors que le pouvoir attaque toujours plus durement les travailleurs immigrés et qu'il se prépare à accentuer la lutte contre les ouvriers clandestins (voir *Le Monde* du 24-2), le but des directions syndicales est d'empêcher que les différents secteurs de l'immigration (Algériens, jeunes de la seconde génération, résidents des foyers, clandestins, etc.) puissent tisser des liens entre eux. A une attaque frontale du pouvoir, c'est une riposte frontale que les travailleurs doivent opposer. C'est cette riposte que les travailleurs doivent préparer dès maintenant en profitant de toutes les occasions pour prendre des liens entre eux.

Directeur-gérant SARO  
Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 PARIS  
Distribué par les NMPP  
N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE  
J.A. BP 199  
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE  
Editions Programme, 12, rue du Pont,  
1003 LAUSANNE

## Permanences du Parti

- EN BELGIQUE
- A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.
- EN FRANCE
- A Aix-en-Provence : vente le 2<sup>e</sup> samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.
  - A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
  - A Arles : vente sur le marché du boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h.
  - A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.
  - A Besançon : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté.
  - A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.
  - Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, dimanche tous les quinze jours, soit les 22 mars, 5 et 19 avril, etc.
  - Au Havre : vente au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.
  - Au Mans : vente sur le marché de Pontlieux, le 2<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.
  - A Laval : vente sur le marché de la Cathédrale le 1<sup>er</sup> samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.
  - A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.
  - A Lyon : 17, rue René Laynaud, Lyon 1<sup>er</sup>, dans la cour, 2<sup>e</sup> porte à gauche, de 14 h à 16 h, les samedis 14 et 28 mars, 11 et 26 avril, etc.
  - A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.
  - A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> samedi du mois.
  - A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
  - A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
  - A Roubais : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.
  - A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi du mois.
  - A Toulon : vente au marché du cours L.-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 29 mars, 12 et 26 avril, etc.
  - A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche du mois, de 11 h à 12 h.
  - A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourliès-Valence, place de la Liberté, soit les 22 mars, 5 et 19 avril, etc.
- EN SUISSE
- A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 12, rue du Pont, atelier au Rez sup.

## Nouvelles publications

Dans la série  
Brochures « Le Proletaire »

### ● Foyers de travailleurs immigrés

Enseignements de  
six ans de lutte  
(N° 14 - Prix 4 F)

### ● Contre la farce électorale pour la lutte de classe pour la révolution

(N° 15 - Prix 3 F)

Commandes au  
« Proletaire »